

CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE

MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR FRANCE TRAVAIL MARTINIQUE

N° DE CONSULTATION 002.25

CCFT	Cahier des charges fonctionnel et technique	DAM
Version 018	Date de mise à jour : 18/01/2024	Page : 1 / 14

Sommaire

1. Objet du marché	3
1.1. Libellé et description du marché	3
1.2. Périmètre du marché	3
1.2.1. Préambule	3
1.2.2. Périmètre géographique	3
2. Volumétrie	3
Modalités d'intervention	3
2.1. Pour les travaux	3
2.1.1. Prérequis	3
2.1.2. Compétences requises	4
2.1.3. Délai d'intervention et durée de la prestation	4
2.2. Attentes particulières vis-à-vis du titulaire	4
2.2.1. Coordination avec les équipes France Travail et les différents corps d'état	4
2.2.2. Plan de progrès	4
2.2.3. Devoir de conseil	4
2.2.4. Devoir d'information	5
Description DÉTAILLÉE des prestations attendues	5
2.3. Objectif des prestations	5
2.4. Caractéristiques et modalités d'exécution des prestations	5
2.4.1. Etudes d'avant-projet (APS et APD)	5
2.4.2. Etudes de projet (PRO)	7
2.4.3. Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	8
2.4.4. Etudes d'exécution et de synthèse (EXE) / visa des études d'exécution et de synthèse (VISA).	9
OPÉRATIONS DE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS	13
6. MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHÉ	13
6.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRÈS DE FRANCE TRAVAIL	13
6.2. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRÈS DU TITULAIRE	13
6.3. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI	13

1. OBJET DU MARCHE

1.1. LIBELLE ET DESCRIPTION DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'œuvre pour l'équipement et la conduite de travaux auprès des équipes immobilières régionales de France Travail des sites de la région Martinique.

Ces prestations d "Assistance à maîtrise d'œuvre" intègrent notamment :

- Les études d'avant-projet sommaire
- Les études d'avant-projet définitif
- Les études de projet
- L'assistance pour la passation des contrats de travaux
- Les études d'exécution et de synthèse ou Visa des études d'exécution et de synthèse
- Les études d'exécution et de synthèse
- La direction de l'exécution des contrats de travaux
- L'organisation, pilotage et coordination
- L'assistance aux opérations de réception

Le point de départ de chacun de ces délais est notifié par un ordre de service émis par France Travail.

Les prestations sont réalisées tant dans les locaux de France Travail que dans les locaux du titulaire.

1.2. PERIMETRE DU MARCHE

1.2.1. Préambule

Le titulaire du présent marché sera sollicité pour le déploiement des programmes de France Travail, notamment :

Le programme sureté bâtiminaire. Exemple : création d'ouvrages sur des immeubles existants (escaliers, sas, rampes, travaux divers de maçonnerie, etc.),

Programmes de relogement (travaux d'aménagement de plateaux)

Il ne pourra augmenter les prix indiqués au bordereau des prix sous prétexte que les renseignements dont il s'est entouré étaient incomplets.

1.2.2. Périmètre géographique

Le périmètre géographique de ce marché est la région Martinique. La liste des adresses postales des sites concernés sera communiquée en annexe du présent CCFT.

Les sites concernés seront précisés dans chaque bon de commande.

2. VOLUMETRIE

Les sites concernés seront précisés dans l'annexe du présent CCFT.

MODALITES D'INTERVENTION

2.1. POUR LES TRAVAUX

2.1.1. Prérequis

France Travail veille à fournir au Titulaire du marché l'ensemble des documents non-confidentiels que le Titulaire estimera comme pertinents à la bonne exécution des travaux.

2.1.2. Compétences requises

Pour réaliser cette mission, France Travail préconise de s'appuyer sur une équipe disposant des connaissances et compétences suivantes.

Cela inclut notamment, sans s'y limiter, une excellente compréhension des missions et des besoins de France Travail et des enjeux portés par les directions régionales, ainsi que les compétences suivantes, qui ne sont pas limitatives :

- Expertise en matière de coordination, en intervention multisites ;
- Expertise en sûreté bâimentaire et dans l'immobilier ;
- Expertise en réglementation d'urbanisme et des copropriétés ;
- Compétences solides en matière d'animation et de gestion de projets ;
- Capacité à synthétiser les problématiques et à définir des solutions ;
- Capacité à challenger et à être force de proposition ;
- Capacité à co-construire avec les équipes France Travail et à coordonner et travailler en équipes mixtes (interne/externe, différents prestataires externes).

Le dispositif d'accompagnement proposé doit répondre aux exigences de qualité et d'efficacité attendues sur l'ensemble des livrables, tout en mobilisant un nombre de ressources cohérent avec l'envergure de la mission. Une stabilité des équipes est également attendue. Le CV des intervenants sera fourni. En cas d'absence de résultat constatée par France Travail, le titulaire devra procéder à une modification de l'équipe.

2.1.3. Délai d'intervention et durée de la prestation

La durée d'intervention sur site est définie par les régions dans le bon de commande.

2.2. ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE

2.2.1. Coordination avec les équipes France Travail et les différents corps d'état

Le titulaire se coordonne avec les équipes France Travail tout au long du projet. Il est attendu de sa part qu'il vérifie auprès de France Travail les horaires d'ouverture des sites et adapte en conséquence ses horaires d'intervention. Il est attendu qu'il vérifie aussi auprès des équipes France Travail la possibilité pour lui d'intervenir sur les dates qu'il cible et qu'il se coordonne avec les autres corps d'état, de manière à limiter le plus possible les nuisances sonores et les durées de travaux sur le site.

2.2.2. Plan de progrès

De même, le titulaire s'engage à présenter à France Travail, annuellement / à la demande de celui-ci, un plan de progrès dont l'objectif est l'optimisation des prestations. En particulier, tout ce qui peut concourir à la réduction des délais de préparation des chantiers et d'intervention doit faire l'objet d'un plan de progrès.

2.2.3. Devoir de conseil

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, les modalités d'approvisionnement, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Cela englobe aussi les éléments concernant la démarche environnementale qu'il est possible de mettre en place.

2.2.4. Devoir d'information

Le titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs à la direction régionale de France Travail de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de production. Cette information prendra la forme d'une note communiquée à l'interlocuteur régional France Travail.

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES

2.3. OBJECTIF DES PRESTATIONS

Les prestations décrites dans ce cahier des charges fonctionnel et technique ont pour finalité d'épauler les équipes régionales de France Travail dans la mise à niveau et l'aménagement de ses sites. L'objectif est de fournir aux équipes France Travail l'ensemble des éléments leur permettant de prendre les décisions adéquates et de remplir les objectifs et les travaux de mise à niveau des sites fixés par la Direction régionale de la Performance Sociale (DRAPS) et la Direction régionale des Opérations (DRAO) de France Travail Martinique.

2.4. CARACTERISTIQUES ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

France Travail souhaite faire appel à un prestataire externe en capacité d'effectuer le pilotage, les études et le suivi associés à ces travaux, sous forme d'une prestation d'assistance à maîtrise d'œuvre.

Chaque site nécessite une approche singulière compte tenu de son implantation (rurale ou urbaine), de sa localisation, ou d'éléments spécifiques (partage dans une copropriété ou dans un ensemble partagé, quel que soit le type d'établissement), de ses aménagements intérieurs mais aussi de contraintes ou règlements locaux.

2.4.1. Etudes d'avant-projet (APS et APD)

2.4.1.1. APS

L'APS a principalement pour objet de préciser la composition générale en plan et en volume, ainsi que les grandes orientations techniques. Il comprend au moins :

- ✓ **Un cahier explicatif** contenant les éléments suivants :
 - La liste des adaptations apportées à l'esquisse par l'APS, tant en termes de fonctionnement et de surfaces, que qualitatives,
 - La liste des précisions à apporter au programme par l'APS,
 - Les principales dispositions techniques proposées et détaillées comme suit :
 - les systèmes énergétiques (énergie, principes de climatisation, de ventilation, etc.) ;
 - les performances techniques à atteindre (déperdition thermique des parois, isolement acoustique entre locaux, etc.)
 - les matériaux utilisés
 - les justifications de ces choix sur le confort, l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage
 - Le tableau comparatif des surfaces (utiles brutes et nettes, hors œuvre nettes),
 - L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux accompagnée de la méthode utilisée pour l'établir,
 - Un calendrier de réalisation
- ✓ **Des documents graphiques** comprenant :
 - ✓ Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)

✓ **Les dossiers nécessaires à l'obtention des autorisations administratives :**

Les éléments nécessaires à la consultation des services et autorités administratives habilités à formuler un avis, recevoir une déclaration ou donner une autorisation au titre des différentes réglementations concernées par l'opération ;

Cette partie de mission concerne également la préparation et la gestion par le maître d'œuvre de la demande d'autorisation de travaux ou de permis de démolir autres que celles visées précédemment ;

Au titre de l'APS, le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais, tout ou partie des études jusqu'à obtention des avis favorables et/ou autorisations de la part des autorités compétentes.

- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)

Les documents sont soumis pour validation à France Travail Martinique.

2.4.1.2. APD

Lors des phases APS et APD, des réunions de concertation sont organisées hebdomadairement avec France Travail lors desquelles le maître d'œuvre présente des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Les livrables réalisés dans le cadre des études d'APD font l'objet d'une validation par France Travail.

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (permis de construire, permis de démolir ...). Il constitue le ou les dossier(s) et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction des dossiers.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception des autorisations administratives, il lui en transmet copie et procède, le cas échéant, à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à leur affichage en mairie.

L'APD comprend au moins :

✓ **Un cahier explicatif** contenant les éléments suivants :

- La réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APS ;
- La liste des adaptations apportées à l'APS par l'APD, tant en termes de fonctionnement et de surfaces, que qualitatives ;
- Les dispositions réglementaires contraignant le projet et les modalités de leur adaptation ;
- Le tableau comparatif des surfaces (utiles, hors œuvre brutes et nettes) de l'APS ;
- La description et la justification des choix techniques proposés pour le second œuvre (cloisonnements, installations techniques, etc.) accompagnés des notes de calcul et/ou toute information justifiant les choix adoptés. Les dérogations éventuelles aux normes en vigueur sont précisées.

Ces descriptions sont accompagnées :

- Du niveau qualitatif des équipements et des matériaux envisagés,
- La description du traitement des aménagements extérieurs,
- Une note relative à l'exploitation et à la maintenance mettant en évidence :
- Les éléments permettant au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme ainsi que le choix (ou les spécifications) des équipements et des matériaux, en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance,
- Les éléments nécessaires au maître de l'ouvrage pour estimer les coûts d'exploitation et de maintenance relatifs aux consommations

énergétiques (rendements globaux des installations, déperdition thermique, etc.) et nettoyage (surfaces, périodicité, accessibilité, etc.),

- Les conditions d'exploitation et de maintenance des principaux constituants (matériels et matériaux),
- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par corps d'état,
- Le phasage détaillé des travaux compte tenu des éléments extérieurs au projet,
- Une proposition de décomposition en lots,

✓ **Des documents graphiques** comprenant :

- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes à l'échelle de 1/100 avec certains détails significatifs au 1/50

✓ **Les dossiers nécessaires à l'obtention des autorisations administratives :**

- Les éléments graphiques et écrits nécessaires au dépôt de la demande d'autorisation de construire ;
- Le dossier paysager d'impact et de l'environnement ;
- Les notices de sécurité incendie et d'accessibilité ;
- Les éléments nécessaires à la consultation des services et autorités administratives habilités à formuler un avis et/ou donner une autorisation sur l'opération.

Cette partie de mission concerne également la préparation et la gestion par le maître d'œuvre des éléments.

Au titre de cet élément de mission, le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais, tout ou partie des études jusqu'à obtention des avis favorables et/ou autorisations de la part des autorités compétentes

Les documents sont soumis pour validation à France Travail Martinique.

2.4.2. Etudes de projet (PRO)

Les études de Projet définissent la conception générale de l'ouvrage permettant la consultation des entreprises. Elles comprennent au moins :

✓ **Les documents généraux**

Les documents écrits sont les suivants :

- La réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APD,
- La liste des adaptations apportées à l'APD par le Projet,
- Des fiches par local détaillant leurs équipements et finitions,
- L'estimation du coût prévisionnel des travaux sur la base des avant-métrés défini ci-après,
- Les éléments nécessaires au maître de l'ouvrage pour estimer les coûts d'exploitation et de maintenance relatifs aux postes,
- Le délai global de réalisation de l'ouvrage et le phasage par lots envisagés.

✓ **Les documents graphiques**

Il s'agit de préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre, de déterminer l'implantation, et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;

Des plans de détail au 1/20ème (ou à une autre échelle pouvant aller au 1/2ème) des éléments spécifiques du projet nécessaires à sa compréhension et au chiffrage des entreprises et qui permettent l'établissement, par la suite, des plans d'exécution

✓ **Les documents par lots**

Les documents remis par le maître d'œuvre pour chaque lot, complètent les documents généraux.

Ils comprennent d'une part :

- Un descriptif détaillé des caractéristiques des ouvrages et leur localisation,
- Les notes de calcul de prédimensionnement de tous les ouvrages et équipements,
- Les avant-métrés définis par le quantitatif des unités d'œuvre relatives aux éléments d'ouvrages considérés. Les unités d'œuvre regroupent les éléments d'ouvrages réalisés au titre d'une séquence de construction (le mètre de poutre incorporant béton - coffrage - aciers sans indication de section, le mètre carré de menuiserie extérieure incorporant parties fixes - quincaillerie - habillage, etc.) ;

Et d'autre part, les documents qui couvrent l'ensemble des pièces définies ci-après par domaines.

Les documents sont soumis pour validation à France Travail Martinique.

Avant le commencement de cette phase, France Travail précise le mode de dévolution retenu des travaux. Si France Travail choisit d'attribuer les marchés de travaux à l'entreprise générale, le maître d'œuvre ne réalise pas la mission d'OPC. Le montant des honoraires affectés à cette mission OPC est déduit du montant total des honoraires à verser au maître d'œuvre.

2.4.3. Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Le maître d'ouvrage

Au titre de cette mission ACT, le maître d'ouvrage élabore le DCE des entreprises en fonction du choix du mode de dévolution des marchés de travaux effectué par France Travail à l'issue de la phase projet.

Le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre finalise les pièces techniques du DCE présenté aux entreprises de travaux. Ces pièces sont élaborées sous la forme d'un cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) conformément aux pratiques de France Travail.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par France Travail, les collectes et les intègre dans le CCFT.

Il élabore également le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires soumis aux candidats.

Le maître d'œuvre propose également à France Travail les adaptations aux pièces administratives qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

L'assistance du maître d'œuvre comprend également :

- Proposition à France Travail des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes
- Dans le cas où des variantes, acceptées par France Travail, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres remises à la suite des séances de négociation
- Mise au point du ou des pièces constitutives du marché à conclure avec par France Travail et l'entreprise.

La présence du maître d'œuvre aux réunions de négociation avec les entreprises de travaux fait partie de sa mission. En revanche, le maître d'œuvre ne participe pas aux réunions de la commission des marchés.

Les pièces techniques élaborées par le maître d'œuvre comportent :

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Les cadres de bordereaux de prix,
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE),
- Les pièces graphiques constituées des plans généraux et des plans propres à chacun des lots.

Les documents sont soumis pour validation à France Travail Martinique.

2.4.4. Etudes d'exécution et de synthèse (EXE) / visa des études d'exécution et de synthèse (VISA)

Pour une mission VISA :

Les études d'exécution des ouvrages établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Lors de cette mission, le maître d'œuvre procède à :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCFT des marchés de travaux
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par les entrepreneurs
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par les entrepreneurs

Avant le commencement de cette phase, France Travail précise le mode de dévolution retenu des travaux. Si France Travail choisit d'attribuer les marchés de travaux à l'entreprise générale, le maître d'œuvre ne réalise pas la mission EXE. Il réalise la mission VISA. Seul le montant des honoraires affectés à cette mission VISA est versé au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre :

- Provoque et anime les réunions inter-entreprises de coordination technique des études ayant pour but d'aboutir à des plans d'exécution coordonnés ; jusqu'à complète résolution des problèmes rencontrés ;
- Dresse les comptes-rendus de ces réunions et les diffuse aux entreprises concernées ;
- Collecte auprès des entreprises les renseignements nécessaires ;
- Collationne, examine et analyse les contraintes de chacun des corps d'état et leurs incidences réciproques ;
- Demande aux entreprises d'établir leurs projets de plans d'exécution avec toutes les indications nécessaires pour l'élaboration des plans de synthèse. Ces plans sont tous établis à partir de la même base informatique (plans du gros-œuvre) ;
- Retourne les plans d'exécution avec ses observations aux entreprises, pour modifications.

Chaque modification fait l'objet d'un nouveau fichier informatique avec un nouveau code stipulant précisément la date de la modification. Les entreprises tiennent et diffusent un tableau de bord de mise à jour de leurs plans d'exécution. Chaque fichier est accompagné d'une diffusion sur papier ;

- Examine de nouveau les plans d'exécution après corrections par les entrepreneurs.

Les documents sont soumis pour validation à France Travail Martinique.

2.4.5. Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

Au titre de cette mission DET, le maître d'ouvrage exerce les activités suivantes :

- ✓ Direction des travaux :
 - Organisation et direction des réunions de chantier,
 - Etablissement et diffusion des comptes-rendus,
 - Etablissement des ordres de service,
 - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général,
 - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
- ✓ Contrôle de la conformité de la réalisation :
 - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats,
 - Etablissement de compte-rendu d'observation,
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.
- ✓ Gestion financière :
 - Vérification des décomptes mensuels et finaux. Les états d'acomptes sont transmis à France Travail dans un délai de sept jours à compter de la réception par le maître d'œuvre. Il est à noter que le maître d'œuvre remplit cette mission quel que soit le mode de transmission des factures retenu par l'entreprise, soit sous format papier ou dématérialisé via de Portail Chorus.
 - Examen des devis de travaux complémentaires,
 - Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
 - Etablissement du décompte général et transmission à France Travail à la plus tardive des deux dates suivantes : dans un délai de 20 jours à compter de sa réception par le maître d'œuvre ou dans un délai de 5 jours après publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise) hormis le constat contradictoire.

2.4.6. Assistance aux opérations de réception (AOR)

Les prestations attendues du maître d'œuvre pendant cette phase sont les suivantes :

- ✓ Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :
 - Valide par sondage les performances des installations
 - Organise les réunions de contrôle de conformité
 - Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves
 - Propose au maître d'ouvrage la réception.
- ✓ Etat des réserves et suivi :

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis par le maître d'ouvrage dans les marchés de travaux conclus avec les entreprises.

- ✓ Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. Ce dossier est exécuté dans un délai de trois mois à compter de la réception de l'ouvrage par France Travail.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

Les livrables attendus sont les suivants :

- Etat des réserves et suivi
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)
- Etat du suivi de la garantie de parfait achèvement,
- le dossier des ouvrages exécutés
- Suivi et validation par France Travail

2.4.7. Mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Dans le cadre de cette mission, le maître d'œuvre est chargé de :

- ✓ Pendant la phase de préparation des travaux
 - de regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
 - de mettre en place l'organisation générale de l'opération,
 - de planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,
 - de planifier les travaux.
- ✓ Pendant la période d'exécution des travaux
 - de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation,
 - de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
 - de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus
 - de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards
 - d'apprécier l'origine des retards.
- ✓ Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception
 - d'établir la planification des opérations de réception,
 - de coordonner et piloter ces opérations,
 - de pointer l'avancement des levées de réserves.

2.4.8. Informations des cocontractants

Informations données par France Travail au maître d'œuvre

France Travail communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par France Travail comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe France Travail.

Si le maître d'œuvre considère avoir besoin d'informations et documents complémentaires, il informe France Travail de ses besoins par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa demande, précisant la nature des documents attendus et les conditions dans lesquelles France Travail peut se les procurer.

Informations données par le maître d'œuvre à France Travail

Le maître d'œuvre communique à France Travail toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile à France Travail

2.4.9. Emission des ordres de services

Ordres de service émis par France Travail

Les décisions de France Travail prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit.

Le maître d'œuvre avertit France Travail par tout moyen écrit lorsque les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des réserves de sa part, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de sa date de notification au maître d'œuvre, sous peine de forclusion.

Ordres de service émis par le Maître d'œuvre

Les ordres de service adressés aux entreprises sont écrits, datés, signés et numérotés par le maître d'œuvre. Ils comprennent également le numéro du marché attribué par les services de France Travail. Une copie est adressée à France Travail.

Toutefois, dans les cas suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- Toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux,
- Ainsi que, de manière générale, tout ordre de service ayant un impact financier.

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par France Travail ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

Les ordres de services sont transmis par le maître d'œuvre aux entreprises par tout moyen permettant de leur donner une date certaine.

2.4.10. Sécurité et protection de la santé

Le maître d'œuvre exécute sa mission en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Pendant l'exécution du chantier, le maître d'œuvre apporte son entier concours au coordonnateur "sécurité et protection de la santé" dans l'exercice de sa mission.

2.4.11. Présentation des livrables

Le maître d'œuvre transmet les livrables à France Travail en 2 exemplaires en format papier, en 2 exemplaires sur support informatique (clé USB) et en format reproductible dans les délais indiqués par les ordres de service de démarrage de chacune des phases constituant la ou les missions dont le maître d'œuvre est chargé.

OPÉRATIONS DE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.

6. MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHÉ

6.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRÈS DE FRANCE TRAVAIL

Le titulaire de chaque lot désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché au pôle Achats de France Travail Martinique.

Le titulaire de ce lot met également à disposition de France Travail une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations.

Pour ce qui concerne le contrôle de la conformité technique des prestations, l'équipe dédiée du titulaire de chaque lot est en lien avec l'équipe régionale Immobilier en charge du marché à la Direction régionale de France Travail Martinique.

6.2. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRÈS DU TITULAIRE

Les interlocuteurs du titulaire de chaque lot au sein de France Travail sont :

- La Responsable du Service Achat Logistique Immobilier ou son représentant, interlocutrice métier et service gestionnaire du marché ;
- Les représentants dédiés du pôle achats-marchés : l'acheteur en charge du suivi de l'exécution contractuelle et du contrôle de conformité technique ;
- Le correspondant, à la Direction régionale de la Performance Sociale, pôle sécurité ;
- Un représentant du service immobilier régional ;

6.3. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

- Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du titulaire de chaque lot et les interlocuteurs de France Travail, cités aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessus, est organisée après la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire de chaque lot doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les [10] jours ouvrés suivant la notification du marché.

La réunion de lancement est suivie dans les 15 jours d'une réunion technique visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

- Des **réunions techniques périodiques**, *a minima* trimestrielle ou sur demande de France Travail, se tiendront avec les titulaires :
 - Sur la réalisation des prestations attendues
- Une **réunion de bilan semestrielle** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées. Lors de cette réunion, France Travail informe le titulaire de chaque lot des projets de réaménagement envisagés pour l'année et des sites concernés.
- Une **réunion de clôture** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles si une prestation de ce type venait de nouveau à être demandée par France Travail, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées.

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes-rendus des réunions sont établis par le titulaire de chaque lot, transmis à France Travail dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par lui.